
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 9 (1981)

DOI: 10.11588/fr.1981.0.51035

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Christof DIPPER, *Die Bauernbefreiung in Deutschland 1790–1850*, Stuttgart (Kohlhammer) 1980, 215 p. (Urban-Taschenbücher, 298).

Un petit livre mince au contenu dense. Le sujet est apparemment un des mieux connus de l'histoire allemande, depuis l'œuvre remarquable, informée, claire et ferme de Georg Friedrich Knapp, publiée à la fin du siècle dernier. A la différence de ses prédécesseurs de «l'école borussienne», tels que Heinrich Treitschke, cet historien de grande classe avait sensiblement corrigé la représentation triomphaliste de «la Révolution d'en haut» conduite par la bureaucratie prussienne, en soulignant qu'elle s'était accompagnée de la disparition de nombreuses exploitations paysannes et du développement d'un prolétariat rural particulièrement misérable. Les auteurs récents ont volontiers dénoncé avec une âpreté critique ces réformes agraires dont on était si fier: soit qu'à l'Ouest, dans la ligne d'Eckart Kehr, ils mettent en cause l'autonomie réelle de la bureaucratie envers l'aristocratie foncière des Junkers, soit qu'à l'Est, ils veulent voir dans la «voie prussienne», selon une formule fameuse de Lénine, un processus qui, à la différence de la «voie américaine», insère l'essor des forces productives dans le cadre des dépendances sociales traditionnelles. Si Christof Dipper tient compte de toutes ces interprétations qu'il connaît bien, il adopte pour sa part une position moyenne, tout en faisant le point des acquisitions nouvelles de la recherche en archives.

Sa description de la situation de départ et des réformes intervenues se caractérise par la volonté d'élargir les perspectives géographiques (quoique, avec un certain anachronisme, il exclut les territoires des Habsbourg). La réforme prussienne, présentée dans la complexité de ses particularités régionales et de ses étapes chronologiques, est mise à sa place qui est importante mais non exclusive. Les départements rhénans ont connu par l'irruption des armées révolutionnaires, l'élimination radicale à la française de «la féodalité» avec l'indemnisation seulement des droits jugés «patrimoniaux». Dans le vaste domaine de la *Grundherrschaft*, entre Rhin et Elbe, les redevances seigneuriales en nature ou en espèces comptaient plus que les corvées de main d'œuvre, typiques de la *Gutsherrschaft*, en vieille Prusse. Chaque Etat en a organisé le rachat à son rythme propre. Dans les créations précaires de Napoléon, Berg et Westphalie, Elisabeth Fehrenbach vient de montrer que l'introduction du Code Civil a plus avantagé la noblesse que la paysannerie. En Schleswig-Holstein, l'aristocratie provinciale et la monarchie danoise se sont accordées alors sur la transformation des tenanciers en exploitants fermiers, qui ont manifesté beaucoup de dynamisme économique. En Wurtemberg, la résistance des seigneurs n'est maîtrisée qu'après 1830 et Wolfgang von Hippel conclut de sa solide analyse que la réforme n'a pas modifié la structure agraire. A la même époque des mesures analogues sont prises en Hanovre, à l'initiative du député Stueve, afin de consolider la paysannerie moyenne, et en Saxe, avec l'institution d'une banque foncière. Il faudra la Révolution de 1848 pour faire aboutir le processus en Bavière, ainsi qu'en Bade où, commencé dès 1783, il s'étira sur plus de soixante ans.

On appréciera la qualité de la réflexion synthétique qui suit cette analyse. Relevons-en seulement les thèmes principaux. Sur le plan juridique, il s'agit d'une mutation décisive, car le droit ancien confondait le seigneurial et le patrimonial, le public et le privé et c'est la défense de cette conception traditionnelle qui, au delà des intérêts lésés, fonde la rébellion d'un Marwitz. Mais sur le plan social, l'autorité de la noblesse se prolonge en se transformant. «D'un ordre politique autonome, elle devient une couche sociale dominante, privilégiée par l'Etat»: en Prusse, elle conservera longtemps des droits régaliens sur la campagne, en Wurtemberg, les seigneurs médiatisés, les *Standesherrn*, constituent le cœur de la résistance à la réforme. Si les nobles perdent des revenus, ils récupèrent à l'Est le tiers des terres paysannes, ils reçoivent à l'Ouest une indemnisation en argent avec laquelle ils paient leurs dettes ou achètent des terres. La bureaucratie en effet ne veut pas disloquer l'architecture de la société et elle consent à des compromis. Toutefois Christof Dipper invite à ne pas sous-estimer son rôle (sa faiblesse en Mecklembourg a laissé le champ libre à l'égoïsme seigneurial) et sa volonté sincère d'améliorer le

sort misérable des paysans. Le ministre prussien Struensee allait jusqu'à déclarer à un diplomate français: „La Révolution salutaire que vous avez faite de bas en haut s'accomplira en Prusse de haut en bas. Le Roi est démocrate à sa manière«. Quant au prolétariat des journaliers sans terre, les travaux récents conduisent à penser qu'il existait dès le XVIII^e siècle plus que ne le pensait Knapp; il est vrai cependant que le processus des *Regulierungen* l'a consolidé. Il y a eu ainsi »modernisation partielle« de l'agriculture: ses effets économiques ont été variables selon les cas, d'autant plus que l'augmentation de la production s'est accompagnée d'une poussée démographique, qui l'a parfois dépassée en ampleur.

Un développement original est consacré à la réaction profonde de la paysannerie au long de ce demi-siècle. On relève d'abord l'écho certain suscité par les nouvelles de France qui lui donnent son rythme. En Saxe en 1790 les hommes s'attroupent autour du maître d'école, pour qu'il leur lise le journal, puis ils revendiquent: »ce doit être comme en France, on doit tuer tous les nobles«. Cette ouverture à l'extérieur s'insère il est vrai dans une nostalgie archaïsante qui l'encadre. Le même texte se poursuit par une référence religieuse: »il est écrit dans la Bible: »c'est à la sueur de ton front que tu dois gagner ton pain«, eux sont des paresseux« (p. 149). Une pétition hessoise de 1816 demande que »reviennent l'ordre ancien dans la campagne et le vieil amour pour le prince«. On observe une nouvelle fermentation en 1830 et en 1848, une flambée de violences au printemps contre les châteaux des *Standesherrn* dans le Sud-Ouest de l'Allemagne puis à l'été en Silésie la constitution très rapide d'une organisation paysanne de masse, le *Rustikalverein*. Mais le mouvement retombe dès que les parlements ont voté l'achèvement de la réforme et le sociologue conservateur Wilhelm Heinrich Riehl peut dire peu après que la Révolution a échoué parce que »les paysans se sont arrêtés devant les trônes«. S'ils n'ont pas été passifs, leur action, d'ailleurs inégale et intermittente, s'est limitée à l'horizon du village: la jacquerie a joué comme une menace virtuelle, non comme une force réelle de décision. La *Bauernbefreiung* allemande apparaît donc bien différente de l'émancipation des paysans français comme de celle des *farmers* anglais; et l'auteur termine par une brève mais suggestive comparaison internationale.

Pierre BARRAL, Nancy

Deutschland und Italien im Zeitalter Napoleons. Deutsch-Italienisches Historikertreffen in Mainz, 29. Mai–1. Juni 1975. Hg. von Armgard von REDEN-DOHNA, Wiesbaden (Franz Steiner Verlag) 1979, 189 p. (Veröffentlichungen des Instituts für Europäische Geschichte Mainz, Abteilung Universalgeschichte, Beiheft 5).

Une étude comparée de l'Italie et de l'Allemagne napoléoniennes devait bien finir par tenter les historiens des deux pays, c'est ce qu'ils ont fait, en 1975, sous les auspices de l'Institut für Europäische Geschichte de Mayence, au cours d'un colloque dont les résultats sont publiés dans le présent ouvrage. On permettra à un Français, auditeur assidu et attentif de cette rencontre, de formuler un regret quant à la présentation de ses résultats: il est dommage que les discussions qui ont suivi chacune des communications n'aient pu trouver place dans ce volume car la plupart ont permis aux auteurs de celles-ci d'enrichir davantage un apport déjà fort substantiel tout en donnant lieu à de fructueuses confrontations d'idées. Dans un cas bien précis, celui du jacobinisme, la discussion a même permis de suppléer à l'absence de rapport du côté italien, ce qui justifie le regret que l'on a cru devoir exprimer tout d'abord.

A propos du jacobinisme, on dira que la communication de Walter GRAB, »Der deutsche Jacobinismus«, pour intéressante qu'elle soit, s'intègre assez mal dans l'ensemble de ce volume. Il y manque, en effet, une analyse du destin des Jacobins allemands à l'époque napoléonienne. L'auteur, certes, a eu raison de dire que l'arrivée de Bonaparte au pouvoir a anéanti, définitive-